



HAL
open science

Enquêteur et enquêtés : l'enquête dialectologique en Normandie

Patrice Brasseur

► **To cite this version:**

Patrice Brasseur. Enquêteur et enquêtés : l'enquête dialectologique en Normandie. B. Horiot, E. Schafroth et M.-R. Simoni-Aurembou. Mélanges Lothar Wolf - Je parle donc je suis... de quelque part, Centre d'études linguistique de Lyon 3, pp. 67-77, 2005. hal-02520690

HAL Id: hal-02520690

<https://hal.science/hal-02520690>

Submitted on 26 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Patrice Brasseur
Avignon

Enquêteur et enquêtés : l'enquête dialectologique en Normandie

Cette rencontre me donne l'occasion de rendre hommage à tous mes informateurs de l'*Atlas linguistique normand*. Cette foule de 697 locuteurs anonymes, dont j'ai publié la liste dans le volume 3, revit à l'occasion de chaque consultation des cahiers d'enquêtes. J'ai souvent regretté de ne pouvoir m'attarder avec ces hommes et ces femmes, de leur rendre un peu de ce qu'ils m'apportaient. Ils avaient souvent dépassé les 70 ans à l'époque de l'enquête. Beaucoup seraient très largement centenaires. La plupart sont décédés. La Normandie dialectale est devenue à mes yeux, pour ainsi dire, fantomatique.

La pratique de l'enquête ne s'apprend pas dans les livres. Les bons conseils et tous les discours des linguistes en chambre ne remplacent pas la relation unique, qui s'établit entre enquêteur et informateur. Cette contribution me permet d'évoquer les étapes de ma démarche personnelle, et surtout les préalables de toute enquête.

Le dialectologue-enquêteur était, dans les années 1970, un personnage tout à fait insolite aux yeux des locuteurs normands. Comment aurait-il pu obtenir du crédit, en ayant pour objet une langue statutairement dévalorisée, et même considérée comme méprisable par le plus grand nombre ? Par quelle perversion l'Université pouvait-elle s'intéresser à un jargon dont les locuteurs cherchaient vainement à se débarrasser comme d'une tare, d'un boulet qu'ils traînaient avec eux depuis l'enfance, véritable obstacle à l'éducation et à l'ascension sociale, dans cette époque d'essor économique ? L'intention ne pouvait être qu'inavouable : ridiculiser le paysan inculte, le tenir à l'écart des bienfaits du progrès, du modernisme. Dès les premiers moments de l'enquête, le moins curieux des informateurs, le mieux disposé à collaborer m'interrogeait sur l'utilité du questionnaire que je lui administrais. Il était impossible de faire passer cette occupation dérisoire, farfelue, pour une recherche, encore moins pour une activité professionnelle rémunérée ! Il y avait peut-être de la malhonnêteté à ne pas expliquer le but de l'enquête aux informateurs. Mais, après quelques échecs et explications alambiquées, j'avais trouvé le motif, très compréhensible par tous et, somme toute, vraisemblable : je collaborais à un musée de la parole. Cette réponse satisfaisait mes interlocuteurs, qui avaient probablement une idée imprécise de ce que pouvait être un musée, mais qui considéraient ce lieu comme respectable. Mon activité muséographique avait une utilité pour étiqueter les objets du passé, pour expliquer aux citadins les techniques anciennes. Le patois,

bien sûr, n'existait plus, et je convenais par avance que mes témoins ne l'employaient pas ; mais peut-être l'avaient-ils entendu dans leur enfance ? En fouillant dans leur mémoire, ils pourraient certainement m'aider. Telle était ma réponse. Les informateurs, par gentillesse, aidaient un étudiant à faire un travail, dont lui non plus ne connaissait pas toutes les finalités. Cela créait parfois une sorte de complicité, déontologiquement douteuse, quand on me disait : « Bah ! Ça n'a pas d'importance, vous n'avez qu'à leur mettre ça ! Ça ira tout de même ! » (Est-il nécessaire de dire que je n'ai jamais suivi ce conseil ?) Parfois même, l'enquête venait à point pour les plus désœuvrés (mais ils étaient rares), qui pouvaient ainsi « se désennuyer », c'est-à-dire "passer le temps". C'est dire l'enthousiasme ! L'inexpérience du début a d'ailleurs failli compromettre quelques-unes des premières enquêtes, trop longues au goût des enquêtés, la curiosité initiale faisant rapidement place à l'ennui, comme au point 50.

Avoir été choisi pour répondre à cette enquête était peu valorisant et les mots et locutions par lesquels les informateurs nommaient alors le dialecte étaient fortement péjoratifs : *du latin feuillu* (pts 8, 25), *du latin boisu* (pt 28), *de l'anglais feuillu* (pt 33), *de l'anglais faux-cul* (pt 106), *du grec* (pt 14), *des noms à la chinois* (pt 105), *du lanturlu* (pt 14), *du français à coups de pioche* (pt 88), *du français à coups de savate* (pt 97), *un jargon* (pts 11, 24, 66), *notre lavechin* (pts 8, 13), *du gazouillage* (pts 9, 22), *du qualimaquias* (pt 79), *des noms bachiques* (pts 25, 54), *des mots baroques* (pt 78), *des noms à la godille* (pts 60, 88), *des termes à foutre bas les maisons* (pts 10, 106) (Voir à ce sujet Brasseur 1980 : 173).

A cette époque où les tracteurs avaient déjà depuis longtemps pénétré au fond des campagnes, le magnétophone était encore regardé par certains des maîtres de la dialectologie comme un objet peu recommandable aux enquêteurs. En effet, mes prédécesseurs avaient toujours manié le carnet et le crayon et ne voyaient que peu d'intérêt à utiliser cette machine parfois capricieuse. Ils exposaient toutes les bonnes raisons de ce rejet, si ce n'est pour garder ici et là, à titre indicatif, un échantillon de parler. Ceci explique sans doute que la plupart des enquêtes des atlas du domaine d'oïl n'ont pas été enregistrées. La véritable raison était probablement ailleurs : les crédits pour acheter les bandes magnétiques manquaient, comme ceux qui auraient été nécessaires pour rembourser correctement nos frais de missions. Quoi qu'il en soit, en 1976, notre RCP avait dû s'enrichir car j'ai pu enregistrer près de 200 heures dans les îles Anglo-Normandes. J'ai alors compris que nos Uher 4000 - le mien arborait en outre la mention médiatique Report - étaient robustes mais lourds. Les côtes, que j'ai gravies en bicyclette pendant quelques semaines à Sercq et à Guernesey en souvenir d'Edmont, me l'ont montré.

La plupart du temps, comme mes collègues, je notais les réponses sur place. J'avais courageusement innové, puisque j'avais troqué le carnet et le crayon gris contre des feuilles de classeur et un stylo à bille. Le questionnaire était divisé en 6 séries, qui correspondaient chacune à une couleur de feuille, ce qui me

permettait de retrouver rapidement certaines informations. Je notais en outre sur d'autres feuillets, les "suppléments", tout ce qui ne répondait pas strictement aux questions mais me paraissait intéressant. Pour une exploitation future, je remplaçais ces notes peu de temps après l'enquête à l'endroit qui paraissait le plus adéquat. Ce travail fastidieux m'a beaucoup facilité la tâche lors de la rédaction de l'*ALN*.

J'étais devenu une sorte de collectionneur de mots patois. On m'en faisait des listes, qu'on me remettait parfois d'une visite à l'autre. Par dérision, j'étais "le marchand de patois" ou "le professeur de patois" ou plus gentiment "maître Patrice". Une question agita beaucoup les informateurs : « Comment pouvez-vous écrire le patois ? » J'ai rapidement abandonné toute tentative d'explication de la notation phonétique, que tous s'accordaient à regarder comme un procédé bizarre et totalement insatisfaisant. Je m'étais pourvu là aussi d'une réponse facilement compréhensible : je transcrivais les réponses dans une sorte de sténo, pour ne rien en perdre. Cela paraissait très professionnel à mes interlocuteurs et trop hermétique pour qu'ils demandent d'autres explications.

A la lecture des pages introductives des atlas, pour ceux qui en comportent, il est très vite évident que la méthode suivie par les enquêteurs est souvent personnelle, spécifique, sans doute rendue nécessaire par les conditions de l'époque et des lieux. Pour ma part, j'ai effectué une première sélection de points d'enquête d'après le *Recensement général de l'agriculture* de 1970, document qui, dans le cadre d'un découpage en micro-régions, indique, entre autres, le nombre d'exploitations, l'étendue consacrée à chaque culture, les surfaces en prairies permanentes, le dénombrement du cheptel bovin, ovin, etc. Comme le point d'atlas était censé se limiter à une commune de référence, une des difficultés majeures de l'enquête dans certaines régions est le faible nombre d'habitants. Les villages comptant moins de 200 habitants sont nombreux et, dans l'Eure ou le sud de l'Orne, là où le dialecte est largement supplanté par le français, il n'est pas certain de trouver un informateur natif du lieu, suffisamment disponible ou de bonne volonté. Il est préférable de puiser dans des réservoirs de population plus importants. Quelques chiffres : l'enquête de l'*ALN* a fait appel à 697 informateurs, dont 248 ont été interrogés en couples ; 178 femmes et 271 hommes interrogés seuls. Soit, au total, environ 57% d'hommes et 43% de femmes. Parmi eux, 166 sont des témoins principaux, 223 des témoins secondaires, 308 des témoins occasionnels. Mais ici aussi, la situation est très variable selon les localités et le cas de l'informateur unique s'est aussi présenté. Il s'agissait toujours de régions où le dialecte était moribond et où je devais me satisfaire du seul informateur possible.

Dans les conversations que j'avais eues à ce sujet avec quelques dialectologues patentés, j'avais cru comprendre que le curé du lieu était une personne-ressource inévitable. Au début de mon travail, j'ai donc recherché des indications sur d'éventuels informateurs auprès des prêtres ruraux (Brasseur 1973). Mais, déjà à cette époque, les presbytères de village étaient vendus aux particuliers et

les curés de campagne se faisaient rares. Ils se regroupaient souvent au sein de petites communautés au chef-lieu de canton et ne connaissaient qu'une faible partie de la population. En bref, ils m'ont été de peu de secours. Mon véritable interlocuteur, à ce premier stade, a aussi rarement été le maire. Les fonctions d'élu local ne procurent pas à tout coup la vivacité d'esprit au bénéficiaire et je me souviens que l'un d'entre eux, probablement en fin de mandat, était proprement gâteux. S'il n'est pas inutile d'informer le maire du village, pour des raisons de « préséance administrative », l'homme de la situation est le secrétaire de mairie. Au début des années 1970, ces fonctions étaient souvent assurées par les instituteurs. Mis à part le cas de fonctionnaires parachutés depuis quelques semaines dans les lieux, je n'ai jamais été déçu par leur accueil et leur collaboration. Dans la plupart des cas, j'ai consulté avec eux les listes électorales, qui donnent également la date et le lieu de naissance des personnes, renseignements préalables indispensables. Pour le premier contact avec des personnes vivant dans des lieux parfois très isolés, rendues méfiantes par quelque insistance grossière ou filouterie de « saltimbanque » ou « comédien » (comme on appelle parfois en Normandie les nomades et même les démarcheurs à domicile), j'ai toujours cherché à me faire accompagner. Le secrétaire de mairie ou telle ou telle personne intéressée par mon enquête m'ont souvent rendu ce service. C'est de ce premier contact que naît non pas la réussite de l'enquête mais sa possibilité. Cette prise de contact débouchait de préférence sur une mini-enquête destinée à montrer à l'informateur que sa participation était importante pour moi et surtout qu'il était capable de répondre aux questions. J'ai donc toujours commencé par les questions sur les animaux, qui obtiennent toujours une réponse. Cette première entrevue ne durait jamais plus d'une heure et nous convenions d'un rendez-vous pour une autre séance. Faute d'avoir pu avoir recours à ces précautions, j'ai connu quelques échecs ennuyeux : on en trouve la trace dans les enquêtes partielles, c'est-à-dire souvent fragmentaires. De cette phase initiale, parfois longue et incertaine, dépendait la suite du travail. C'est aussi la raison pour laquelle j'ai hésité à confier la tâche à des enquêteurs occasionnels et je regrette de l'avoir fait aux points 6 et 7 où j'ai finalement passé beaucoup de temps dans des vérifications fastidieuses. Il est facile de commencer une recherche sur le terrain, il est plus difficile de la mener à bien.

J'ai toujours mené plusieurs enquêtes à la fois, par choix et surtout par nécessité. Dans les régions où les informateurs étaient peu nombreux, parfois uniques, le risque était important de les lasser et, pire, de les décourager en leur imposant de trop longues séances à intervalles rapprochés. Même à la retraite, même très âgés, beaucoup gardaient une activité extérieure et la position assise était insolite pour eux en dehors des repas. J'ai compris plus tard que cela tenait véritablement à cette région, puisque je n'ai pas rencontré les mêmes difficultés au Canada ou à Saint-Pierre-et-Miquelon, où certains informateurs étaient de véritables marathoniens de la parole, dopés au thé au lait. (Charles Cormier, au Cap-Saint-Georges, presque ille de Port-au-Port, Terre-Neuve, alors âgé de 91 ans, s'étonnait de me voir prendre congé si tôt après plus de 7 heures d'enquête

passées au jeu incessant des questions-réponses, commencées à 8h30 le matin et interrompues par une brève collation de midi. Les séances de travail avec Marie Luberry à Saint-Pierre ne duraient jamais moins de 5 heures).

Pendant les enquêtes de l'ALN j'habitais les deux premières années à Caen puis dans le sud du Calvados et même si ces lieux occupent des positions assez centrales, les distances sont longues, car le domaine qui m'était dévolu, par la grâce conjointe des professeurs Robert Loriot et René Lepelley, couvrait cinq départements : la distance de Cherbourg à Neufchâtel-en-Bray est de plus de 300 km. Le téléphone n'était pas installé dans chaque ferme et la nécessité de prendre des rendez-vous avec des informateurs parfois insaisissables me rassurait sur l'éventualité d'un long déplacement inutile. C'est pourquoi j'organisais chaque semaine des tournées, qui couvraient jusqu'à 5 ou 6 points d'enquêtes différents que je menais de front. La durée totale de l'enquête s'étendait souvent sur deux mois entiers, parfois plus.

Chez la plupart de mes informatrices serquaises, le temps réservé à l'enquête était limité par tel ou tel feuilleton télévisé, malencontreusement diffusé au milieu de l'après-midi ("Cross road" ou "Carnation street"). Je devais avoir vidé les lieux, rangé mes affaires et avalé mon thé à l'heure dite, la vision de ce 1200e (ou plus) épisode étant probablement réservée aux seuls initiés, sujets de Sa Majesté. Heureusement les paysans normands n'avaient pas de telles distractions, même s'il leur arrivait souvent d'oublier notre rendez-vous ou de trouver mieux à faire au jardin, le soleil étant malencontreusement revenu après quelques jours de pluie. Mais encore fallait-il prendre la précaution de s'accorder sur l'heure ! L'été, le décalage horaire pouvait en effet être de deux heures, puisque certains, refusant « l'heure à Giscard » se réglèrent toute l'année sur l'heure d'hiver tandis que d'autres « marchaient à la vieille heure », c'est-à-dire à l'heure solaire, aussi appelée « heure allemande ». Dans la Manche notamment, les différents cas de figure se rencontraient d'une famille à l'autre.

Je dois avouer que beaucoup de ces visages et de ces lieux ont maintenant disparu de ma mémoire. Je ne pourrais évoquer que quelques personnages hauts en couleur, la plupart anciens combattants de la guerre de 1914-18, qui en avaient tiré un regard souvent original sur la vie quotidienne. Il était évidemment inévitable d'échapper à quelques épisodes, souvent confus pour l'auditoire, de la guerre de tranchées, des récits de boue, de pinard, de peur et de mort tout à fait incongrus dans la France de 1970, mais nécessaires. Je m'efforçais difficilement de contenir ces morceaux de bravoure dans les limites des "récréations" que j'octroyais à mes interlocuteurs. L'un de mes tous premiers informateurs, à Clécy (point 43), né en 1893, chez qui j'ai passé de longues après-midi, était un exploitant agricole averti, connaissant tout de la vie rurale traditionnelle, mais quelque peu dilettante. Ayant déjà largement passé l'âge de la retraite, il passait une bonne partie de son temps à parler, mêlant de manière tout à fait surprenante le patois et une langue presque littéraire, pour commenter l'actualité et la politique locale. A chacune de mes visites, il m'infligeait un discours sur le

remembrement. Mon accord prudent et total avec son point de vue ne l'arrêtait pas pour autant : ce sujet était un préalable obligé à toute conversation avec lui. Je le revois aussi me montrant comment il guérissait les darts en traçant des signes de croix avec son gros orteil, comme le lui avait appris son beau-père. Distribuait largement les rasades de calvados il avait cependant pour honorable principe de ne remplir qu'une fois par jour sa fiole, qui devait contenir pas loin d'un litre, au baril ancestral. Chez lui, comme chez la plupart de mes informateurs, on prenait le café dans un verre, assez culotté, et il était difficile, pour ne pas dire impossible, de refuser de renforcer ce breuvage insipide. Le café n'était, il faut le dire, qu'un support de l'alcool, une manière de diluer les 70° de la jeune eau-de-vie. En 1966, il était d'ailleurs inconcevable de prendre un simple café dans un débit de boissons bas-normand. Ce breuvage n'était tout simplement pas tarifé. On ne payait que la rasade d'alcool, généralement rhum ou calva, éventuellement kirsch, servie dans un petit verre rempli à ras bord.

Fréquemment mes informateurs faisaient le dimanche le café qui serait consommé pendant toute la semaine suivante. Ils le conservaient dans une jarre en grès d'une dizaine de litres et ne faisaient chauffer que ce dont ils avaient besoin pour l'occasion. Il convenait alors de sucrer ce breuvage bouillant, puis de boire autant de gorgées, généralement prises à la petite cuiller, que l'on souhaitait obtenir de calva. L'hôte, constatant que vous aviez « fait de la place », versait l'eau-de-vie. Il était inconcevable de boire le café sans l'« amender », mais il était bien sûr impoli de se servir soi-même. Un jour pourtant, alors que la conversation se poursuivait trop longtemps au goût du visiteur pressé, celui-ci interrompit une diatribe de mon informateur de Clécy contre les agents locaux du remembrement en le ramenant fermement à ses devoirs, avec l'art normand de la litote : « av'ous de qué à mettre là-dedans ? »

Les femmes et les enfants échappaient à cette coutume, au profit d'un verre de liqueur de cassis, mais le refus n'était pas convenable de la part d'un homme en bonne santé. Il était inutile d'invoquer le fait d'avoir déjà consommé ailleurs, car l'état d'ivresse ne se définissait pas de manière aussi scientifique qu'aujourd'hui. (La première attestation d'*Alcootest*, marque déposée, date de 1967, selon le *Petit Robert*). Les maladies d'estomac n'étaient qu'un faux prétexte, car l'alcool, qui soigne beaucoup de maux, était censé guérir aussi ceux-là. La « rincette », vivement conseillée pour emmagasiner un surplus d'énergie, spécialement l'hiver, restait cependant facultative.

Les conditions d'enquêtes étaient parfois difficiles, sans remède possible. L'enquête que j'ai faite à Auvers pendant l'hiver de 1975 est probablement parmi les plus pénibles. Comme beaucoup de personnes âgées, à cette époque, l'une de mes informatrices, veuve, vivant de peu, n'avait pour tout chauffage, dans la pièce commune, qu'une cheminée ancienne, qui tirait mal et ne pouvait fonctionner correctement qu'avec, au choix, la fenêtre ou la porte ouverte, malgré le tapis de toile cirée qui pendait du manteau et obstruait une partie de l'ouverture. Rester immobile une heure dans ces conditions était véritablement

frigorifiant. Je me tenais assis, emmitoufflé, devant lâtre, écrivant sur mes genoux et réchauffant de temps à autre mon crayon à bille dont l'encre trop froide refusait de couler. Mon informatrice, tout en répondant avec bonne grâce à mes questions, se réchauffait à des activités utilitaires diverses. J'ai le souvenir de quelques séances de ce type, heureusement rares.

Mon passage est parfois survenu bien mal à propos, comme dans ce village du Bocage virois, où mes informateurs, impliqués dans une sombre affaire de sorcellerie, n'avaient pas toujours l'esprit libre pour participer à l'enquête, malgré leur évidente bonne volonté.

Mais cette activité de voyageur de commerce de la dialectologie m'a procuré aussi quelques moments rares, lors de mes enquêtes à Terre-Neuve, par exemple, dans la presqu'île de Port-au-Port, à la Barre, sur cette langue de terre qui s'avance dans l'océan, au bout du monde. Jo Leroy et sa femme vivaient dans une petite maison posée sur l'herbe, à la limite des galets. Ce couple âgé, ne pouvant guère se déplacer, hissait un pavillon de détresse, seul lien avec l'extérieur, pour prévenir les pêcheurs en cas de nécessité. Tous deux étaient originaires de Bretagne, dont ils avaient gardé quelques chansons traditionnelles et les berceuses de leur enfance. Mon accompagnateur, ce jour du mois d'août 1981, était un ami, Émile Benoît, violoneux de grande réputation et conteur talentueux. Nous avons parcouru les quelques centaines de mètres qui séparaient la maison du petit port de pêche saisonnier de la Barre en marchant sur la grève. Émile était tout un spectacle à lui seul, chantant et jouant des giges irlandaises ou de sa composition en martelant le sol de son pied en cadence, imitant le homard dégustant sa proie ou se transformant en vieille sorcière échevelée et édentée. Dehors, c'était l'été de Terre-Neuve : une chaleur fraîche, un air pur, vif, entretenu par une fine brise venue du bout de l'océan. À l'intérieur, le four de la cuisinière cuisait le pain des jours suivants et c'est peu dire qu'il y faisait chaud. Un vrai bonheur et nous riions aux larmes. Jo Leroy et sa femme sont morts à quelques mois d'intervalle, il y a une quinzaine d'années ; leur maison a disparu et le tas de planches éparses qui subsistait encore de ses ruines deux années après leur décès a maintenant rejoint les autres débris de l'océan.

La carte n° 4 de l'*ALN* indique à quelle date ont été effectuées les enquêtes. On peut constater que ce travail s'est déroulé sur 7 années complètes, un peu plus, si l'on prend en compte les enquêtes complémentaires. J'ai commencé le travail à la fois par la région la plus proche de mon domicile, dans le Calvados. Avec le recul, je pense que ce choix était avantageux, car les premières enquêtes ont été longues, en raison des nombreux remaniements qu'a nécessité le questionnaire et aussi de mon manque d'expérience. En 1970 j'ai aussi travaillé dans la zone qui me semblait avoir le plus de liens avec mon lieu de naissance picard, dans le Pays de Bray et le Pays de Lyons. Par un fait étrange d'ailleurs, l'informateur principal du point 93 connaissait très bien mon village natal. Le parler de cette région offrait quelques ressemblances lexicales avec la langue de

mes grands-parents. Je m'y sentais chez moi en Normandie un peu plus qu'ailleurs. Cette raison en vaut bien une autre. Mais, en 1974, dans les villages de l'extrême nord de la Seine-Maritime, malgré une longue expérience du terrain, la morphologie des parlers picards de l'Entre-Caux-et-Picardie m'a souvent étonné, dans sa complexité et son polymorphisme. Cependant, là plus qu'ailleurs, il paraissait plus difficile de mettre au jour le lexique dialectal. C'est pourquoi les enquêtes des points 98, 99, 100 et 101 ont été longues et difficiles. Au point 98, par exemple, mes informateurs avaient conservé une excellente pratique de leur parler et prenaient beaucoup de plaisir et d'intérêt à transmettre leurs connaissances ; mais leur bonne volonté et leur gentillesse ne compensaient pas une certaine lourdeur d'esprit. Malgré beaucoup d'application et de persévérance, j'ai eu le sentiment de n'avoir pas pu faire émerger totalement la richesse lexicale locale. J'arrivais là aux limites du questionnaire normand, qui me semblait soudain étrangement mal adapté. Ces points appartiennent manifestement à l'ensemble picard et auraient dû être traités avec la Picardie. Mais le découpage des atlas avait été décidé par mes prédécesseurs et je m'en suis tenu à ce qui m'était imparté. Vers le sud, pourtant, le questionnaire normand a pu couvrir sans difficulté l'ensemble du domaine de l'atlas. Dans l'extrême sud-ouest du département de l'Orne, le point 41 présente un bon nombre de traits morphologiques étrangers aux parlers normands, mais les éléments lexicaux ont été recueillis aisément.

Délibérément, j'ai gardé le meilleur pour la fin : le nord de la Manche et les îles Anglo-Normandes. La démarche inverse aurait été sans doute pénible : après la densité et la facilité des enquêtes dans ces régions, l'indigence dialectale du sud de l'Eure ou de l'est de l'Orne m'aurait été pénible. Les îles de Sercq et de Guernesey ont été la cerise sur le gâteau. Je m'y suis attardé longuement, à la différence d'Edmont qui, si j'ai bien compris son itinéraire, que l'on peut reconstituer d'après ses carnets d'enquêtes, n'a jamais mis les pieds sur l'île de Sercq, point d'enquête n° 398 de l'ALF.

Pour mon premier séjour à Sercq, j'avais loué pour le mois de novembre un petit chalet, deux pièces minuscules, d'où je percevais le ronronnement de la génératrice qui alimentait l'île en électricité en nous agrémentant de coupures fréquentes, mais à intervalles réguliers. J'y suis retourné de nombreuses fois, à toutes les saisons, avec ou sans le flot touristique, en pension chez Alice et Johnny de Carteret, peut-être de lointains descendants d'Héliel de Carteret, le premier seigneur de l'île, venu de St-Ouen à Jersey en 1575 pour coloniser définitivement l'île avec 40 de ses hommes. J'ai rencontré la quasi totalité des Serquiais dialectophones au cours de l'enquête de l'Atlas. Avec Johnny et quelques autres, j'ai battu l'île en tous sens pour mes recherches sur la toponymie normande de Sercq. Quelques noms d'anciens Serquiais restent figés dans ma mémoire. La plupart d'entre eux étaient des personnages extrêmement attachants et c'est un véritable privilège de les avoir côtoyés. Jean Le Feuvre, né en 1891, véritable mémoire de l'île, est malheureusement décédé peu de temps après mon premier séjour en 1975. Charles Vibert, né en 1906 vivait dans un taudis, qui a

été rasé à sa mort en 1982. Je garde de lui 4h30 d'enregistrements (sur environ 70 heures au total, dont un bon nombre a été déposé à la Phonothèque Nationale, aujourd'hui Département de l'Audiovisuel de la Bibliothèque nationale de France) réalisés dans des conditions difficiles. Tout le vocabulaire de la pêche y figure. Je dois évoquer aussi la mémoire de Philippe Hamon, dit Peg leg ("jambe de bois") né en 1895 et de sa femme Henriette, d'Élier de Carteret née en 1899, de Rita Hamon, née en 1894. Winter Vibert, né en 1895, très sourd, se faisait répéter mes questions par son ami Philippe Noël Le Feuvre, frère de Jean, qui hurlait à son oreille. Les séances étaient, pour cette raison, quelque peu fatigantes, mais passionnantes. Lorsqu'il avait compris de quoi il s'agissait, ce qui demandait parfois du temps, Winter nous racontait de merveilleuses histoires de pêche. Le parler de Sercq, véritable mémoire du dialecte normand, est mort avec ces derniers locuteurs.

A l'opposé de ces moments privilégiés, je dois reconnaître que j'ai dû parfois me plier à quelques habitudes excentriques de certains informateurs. L'enquête de loin la plus éprouvante a eu lieu au point 86 (Illiers-l'Évêque, Eure). Je tenais à recueillir dans ce village les dernières bribes de patois et j'avais fini par obtenir l'accord d'un homme veuf, à la fois ancien épicier et cultivateur, intelligent, souvent d'humeur fantasque, qui mettait fin aux séances brutalement et sans ménagement. Le travail s'est déroulé sur plusieurs mois, car les séances étaient courtes, mon informateur ayant toujours mieux à faire. J'appris peu de temps après la fin de mes recherches qu'il était décédé brutalement au cours d'un voyage organisé dans un pays de l'Est. Il était, il y a 26 ans, probablement la dernière personne à connaître ce qui restait de parler local dans ce secteur, aux confins de la Beauce. Au rang des souvenirs pénibles figurent aussi les enquêtes complémentaires du point 95 menées, par nécessité, auprès d'un témoin dont l'activité essentielle avait été et restait la cueillette des champignons, alcoolique pontifiant, mais dialectophone particulièrement éclairé à ses heures.

Les conditions d'enquêtes les plus saugrenues sont celles du point 79, mais les inconvénients ont été largement compensés par les qualités exceptionnelles de mon interlocuteur. Célibataire, il habitait avec sa mère, qu'il venait de perdre quelques mois auparavant. La maison était dans un état de désordre invraisemblable et l'homme était complètement « désheuré », ne commençant jamais la traite (manuelle) du soir de ses quelques vaches avant 9 heures. La journée, il était insaisissable, plongé dans la mécanique d'un tracteur hors d'âge ou en visite ici et là. Mais l'enquête était un tel plaisir, pour lui et pour moi, que nous travaillions précisément pendant la traite des vaches et les séances se poursuivaient souvent jusque vers 1 heure du matin. J'ignore à quelle heure se déroulait la traite du matin !

Ces années passées sur le terrain constituent une expérience inoubliable pour nous tous, mais datée et sans doute devenue intransmissible. Le monde paysan des années 1970 conservait bien la mémoire d'une agriculture traditionnelle, où

la mécanisation n'avait pas encore totalement pris le pas. Le dialecte, même s'il s'était déjà raréfié dans bien des régions, avait profondément marqué l'enfance et la jeunesse des informateurs, qui le restituaient sans peine. Il n'en est plus de même de la génération suivante. Les quelques enquêtes complémentaires que j'ai dû mener ces derniers temps ont été très décevantes pour ne pas dire inutiles. Et j'ai maintenant renoncé à ces déplacements qui ressemblent plus à des pèlerinages qu'à des enquêtes. Pourtant, dans les mêmes villages où je n'avais rencontré qu'indifférence ou même hostilité à mon travail d'enquête, les habitants étaient beaucoup plus disposés à collaborer. Je percevais une nouvelle envie de réapprendre, d'organiser dans leur mémoire les quelques bribes de récits des anciens : la disparition des connaissances a provoqué un regain d'intérêt pour cette culture aujourd'hui largement disparue ainsi que pour la langue qui en était l'un des supports.

Bibliographie

- Brasseur, Patrice, & Lepelley, René. 1970. *Questionnaire de l'Atlas linguistique et ethnographique normand*, Caen, Université de Caen, 146 p.
- Brasseur, Patrice. *ALN. Atlas linguistique et ethnographique normand*, Paris, Ed. du CNRS : t. 1 (1980), cartes 1-373, 338 p. ; t. 2 (1984), cartes 374-779, 340 p. ; t. 3 (1997), cartes 780-1068, 308 p.
- Brasseur, Patrice. 1973. « L'atlas linguistique normand après trois années d'enquête », in : *Annales de Normandie* XXIII-3, p. 253-263.
- Brasseur, Patrice. 1980. « Aspect de la conscience linguistique en Normandie », in : *Sociolinguistique : approches, théories, pratiques*, [Rouen, 1978], Paris, P.U.F., p. 167-179.
- Brasseur, Patrice. 1982a. « Les noms des champs de l'île de Sercq », in : *L'onomastique, témoin des langues disparues*, [Dijon, mai 1981], Fontaine-lès-Dijon, A.B.D.O., p. 31-52.
- Brasseur, Patrice. 1985a. « Les frontières dialectales de la Normandie », in : *Actes du XVII^e Congrès international de linguistique et philologie romanes*, t. 2, Palma de Majorque, Editorial Moll, p. 573-590.
- Brasseur, Patrice. 1985b. « Les noms des rochers de l'île de Sercq », in : *L'onomastique, témoin de l'activité humaine*, [Le Creusot, mai-juin 1984], Fontaine-lès-Dijon, A.B.D.O., p. 31-52.
- Brasseur, Patrice. 1987. « Les noms des maisons de l'île de Sercq », in : *Agronymes. Mélanges de toponymie et dialectologie en hommage à Pierrette Dubuisson*, Fontaine-lès-Dijon, A.B.D.O., p. 15-27.
- Brasseur, Patrice. 1998. « La survie du dialecte normand et du français dans les îles anglo-normandes : remarques sociolinguistiques », in *Plurilinguismes* 15 (juin 1998), p. 133-170.

- Brasseur, Patrice. 1999. « L'enquête dialectologique. Les atlas linguistiques », in : L.-J. Calvet et P. Dumont (éds.), *L'enquête sociolinguistique*, Paris, l'Harmattan, p. 25-59.
- Brasseur, Patrice. 2003. « La frontière normanno-picarde à la lumière des atlas linguistiques régionaux », in : Jacques Landrecies et Aimé Petit (éds.), *Actes du colloque « Picard d'hier et d'aujourd'hui »* [Lille, 4-6 octobre 2001], *Bien dire et bien apprendre, revue de médiévistique* 21, p. 71-84.
- Brasseur, Patrice. 2004. « Représentation géolinguistique : la diffusion du lexique dans l'ALN », in : Louis Mercier et Hélène Cajolet-Laganière (éds.), *Français du Canada, français de France, Actes du 6^e Colloque international* [Orford, Québec, 26-29 sept. 2000], Tübingen, Niemeyer, p. 35-50.
- Brasseur, Patrice. 2005. « L'indexation de l'Atlas linguistique et ethnographique normand pour un trésor des parlers dialectaux », in : Johannes Kabatek / Claus D. Pusch / Wolfgang Raible (éds.), *Romanistische Korpuslinguistik II : Korpora und diachrone Sprachwissenschaft / Romance Corpus Linguistics II : Corpora and Diachronic Linguistics* [Freiburg-in-Breisgau, 11-13 sept. 2003], Tübingen, Narr, p. 163-175.
- Guerlin de Guer, Charles. 1896. *Le patois normand : introduction à l'étude des parlers de Normandie. Lettre préface de J. Gillieron*, Paris, Champion.
- Guerlin de Guer, Charles. 1900. *La dialectologie normande : organisation et méthodes*, Caen, Delesque.
- Guerlin de Guer, Charles. 1903. *Atlas dialectologique de Normandie*, 1^{er} fascicule : région de Caen à la mer, Paris, Welter.
- Guerlin de Guer, Charles. 1945. « Introduction à l'Atlas linguistique de la Normandie, du Maine et du Perche » [suivie d'une bibliographie], in : *Français Moderne* 1945-1/2, p. 19-68 et p. 249-269.
- Joret, Charles. 1883. *Des caractères et de l'extension du patois normand. Etude de phonétique et d'ethnographie ...*, Paris, Vieweg.
- Lechanteur, Fernand. 1946-1947. « Principes d'une enquête sur certains caractères essentiels des patois normands », in : *Amicale normande*, déc. 1946, p. 16-19 ; juill-oct. 1947, p. 11.
- Lechanteur, Fernand. 1948. « L'enquête en Basse-Normandie », in : *Français Moderne* 1948, p. 109-122.
- Lechanteur, Fernand. 1951. « les mots et les choses », in : *Annales de Normandie*, avril 1951, p. 99-109.
- Lepelley, René. 1966. « Le cercle de dialectologie normande » [à l'Université de Caen], in : *Annales de Normandie*, juin 1966, p. 183-185.
- Loriot, Robert. 1967. *La frontière dialectale moderne en Haute-Normandie*, Amiens, Musée de Picardie.
- Ministère de l'Agriculture. 1970. *Recensement général de l'agriculture*, inventaires communaux du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime, 5 fascicules.